

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/ACC/UKR/6

10 octobre 1995

(95-2974)

Original: anglais

ACCESSION DE L'UKRAINE

Questions et réponses

La Commission gouvernementale sur l'accèsion de l'Ukraine à l'OMC a fourni les réponses ci-après aux questions posées par la Suisse. La lettre "n" figurant après le numéro des questions indique que celles-ci ont été posées après la réunion tenue par le Groupe de travail les 27 et 28 février 1995.

TABLE DES MATIERES

	<u>Questions</u>
II. MESURES ECONOMIQUES GENERALES	
Privatisation	2n-4n
Système bancaire	5n-6n
ADPIC	8n-10n
IV. AUTRES POLITIQUES	
Services	1n et 7 n

SERVICES

Secteur contrôlé par l'Etat (réponse à la question 147)

Question 1n

Prière de fournir des données plus précises (estimations) concernant la proportion du PIB qui continue d'être produite par le secteur contrôlé par l'Etat, notamment dans le domaine des services.

Réponse 1n

Nous ne sommes pas en mesure de fournir ces données, de telles différenciations et classification visées n'étant pas prévues dans notre système de statistiques.

Privatisation (pages 10 et 11 de la version française de l'Aide-mémoire)

Question 2n

La vente d'actions d'entreprises nouvellement privatisées (anciennes entreprises d'Etat) est-elle réservée aux seuls citoyens ukrainiens, ou bien les étrangers ont-ils aussi la possibilité de participer à la première étape de la privatisation?

Réponse 2n

Conformément au Décret du Cabinet des ministres de l'Ukraine du 7 juillet 1995 sur le programme de privatisation des biens des entreprises d'Etat, les conditions de la participation des investisseurs étrangers à la privatisation sont les suivants:

Les acheteurs et investisseurs étrangers ont le droit de participer à la privatisation de tous les objets visés, à l'exception de ceux qui ne peuvent pas être privatisés conformément aux lois ukrainiennes.

Le Cabinet des ministres de l'Ukraine, se fondant sur l'analyse par branche, détermine quels sont les objets dont la privatisation est considérée comme raisonnable pour attirer les investissements étrangers. La liste de ces objets (entreprises) fait partie intégrante du Programme de promotion des investissements étrangers en Ukraine.

Les investisseurs étrangers peuvent, sans autre autorisation, acquérir les biens d'entreprises appartenant à l'Etat ou aux municipalités, dans tous les cas où la privatisation s'effectue dans des conditions de concurrence ou par adjudication. Le prix de vente des biens privatisés, qui est libellé en devise forte, est calculé au taux du marché déterminé par la Banque nationale d'Ukraine et majoré d'un coefficient fixé par le Fonds des biens de l'Etat. Ce coefficient est appliqué à toutes les entreprises (objets de la privatisation) et ne peut être fixé sur une base individuelle.

Ainsi, lorsqu'une entreprise d'Etat est vendue sans appel à la concurrence ou sans adjudication, il est procédé à une évaluation spéciale en devise forte.

L'évaluation est alors effectuée avec le concours d'experts-comptables, de juristes et de consultants étrangers, et de banques d'investissement étrangères.

Le paiement des biens privatisés s'effectue conformément à la partie 3 de l'article 21 de la Loi de l'Ukraine sur la privatisation des biens des entreprises d'Etat, qui régleme aussi les activités

des personnes morales établies sur le territoire ukrainien par des investisseurs étrangers et par des entreprises à participation étrangère.

Question 3n

La privatisation au moyen de certificats:

Les établissements financiers étrangers (y compris ceux qui détiennent entièrement les entreprises) peuvent-ils participer à la privatisation au moyen de certificats? Des 32 licences (qui autorisent à négocier des certificats de privatisation) accordées par le Fonds des biens de l'Etat à des sociétés de gestion de portefeuille, combien sont allées entièrement ou en partie à des sociétés étrangères? Prière de décrire les procédures et critères régissant l'acquisition des licences qui permettent de négocier des certificats de privatisation?

Réponse 3n

En vertu du Décret du Cabinet des ministres du 7 juillet 1995 sur le programme de privatisation des biens des entreprises d'Etat, le réseau de holdings, fonds d'investissement, fonds fiduciaires et autres intermédiaires financiers privés est soumis à certaines conditions pour pouvoir fonctionner.

Les intermédiaires financiers sont chargés de pourvoir au renouvellement des moyens de privatisation offerts aux citoyens ukrainiens, de mettre en place le marché des certificats et d'en assurer le fonctionnement, et de minimiser les risques liés aux investissements dans les objets de la privatisation.

La législation ukrainienne réglemente la création et le fonctionnement des intermédiaires financiers, l'utilisation des fonds des citoyens et des personnes morales, ainsi que la délivrance de licences pour ces activités.

En vertu de l'article 6 de la Loi de l'Ukraine sur la privatisation des biens des entreprises d'Etat, peuvent participer au processus de privatisation:

- les organismes publics de privatisation;
- les acheteurs;
- les représentants;
- les intermédiaires.

En vertu de la réglementation, les intermédiaires ukrainiens et étrangers doivent satisfaire aux conditions ci-après pour pouvoir exercer leurs activités:

- les intermédiaires doivent avoir une licence délivrée conformément aux prescriptions du Fonds des biens de l'Etat;
- les activités d'intermédiaire avec certificat de privatisation peuvent être exercées par les personnes physiques ou morales dont 25 pour cent des biens au plus appartiennent à l'Etat;
- ces activités peuvent également être exercées si un contrat a été conclu avec une banque commerciale en vue de la fourniture de services pour les opérations dans le cadre des certificats de privatisation.

En outre, il convient de mentionner que les étrangers qui participent au processus de privatisation jouissent des mêmes droits que les citoyens ukrainiens: ils obtiennent les licences dans les conditions et suivant les modalités établies par la réglementation du Fonds des biens de l'Etat et seulement après

avoir satisfait à toutes les prescriptions. Les demandes de licences émanant de personnes morales sont examinées par l'autorité compétente et doivent être enregistrées conformément à la législation ukrainienne en tant que personnes juridiques exerçant des activités commerciales sur le territoire ukrainien. Cette prescription est appliquée de la même façon aux entreprises ukrainiennes et étrangères (entièrement détenues par des étrangers) et aux coentreprises. Il faut ajouter que les activités d'intermédiaire sont reconnues par la législation ukrainienne comme étant des activités commerciales qui peuvent être exercées de la même façon par les étrangers et les Ukrainiens.

Les sociétés holding peuvent acheter pour leur propre compte autant d'actions qu'il est nécessaire pour contrôler les entreprises privatisées, à condition de respecter les prescriptions de la législation antimonopole.

Les certificats de privatisation, les fonds versés sur les comptes de dépôt pour la privatisation et sur les comptes spéciaux pour la privatisation sont dénommés moyens de privatisation des citoyens.

Les sociétés de gestion de portefeuille exécutent, en leur nom propre ou au nom ou pour le compte des détenteurs de certificats de privatisation, une activité de représentation dans le cadre de la privatisation.

Question 4n

L'Ukraine permet-elle aux étrangers de participer à la deuxième étape du programme de privatisation (par exemple, les établissements financiers internationaux - banques - peuvent-ils acquérir des actions et des obligations de sociétés nouvellement privatisées)?

Réponse 4n

Oui, s'ils satisfont aux conditions mentionnées dans la réponse 3n.

Système bancaire

Question 5n

Quelle est actuellement la taille du secteur des banques commerciales en Ukraine? Quelles sont les conditions qui régissent l'agrément des banques (procédures, organismes compétents, critères appliqués)? Des limites sont-elles fixées pour l'apport de capitaux étrangers dans les banques commerciales nationales? L'établissement de banques entièrement détenues par des étrangers est-il autorisé? L'établissement de filiales de banques entièrement détenues par des étrangers est-il autorisé?

N.B.: Cette liste de questions concerne également les autres établissements financiers comme les compagnies d'assurance et les sociétés de placement.

Réponse 5n

La Banque nationale d'Ukraine travaille au développement du système des services financiers, des banques à participation étrangère en Ukraine, ainsi que des établissements financiers ukrainiens à l'étranger. Conformément aux dispositions de l'article 49 de la Loi de l'Ukraine sur les banques et les activités bancaires, elle a approuvé la Directive n° 24 du 7 février 1994 sur la procédure de délivrance de licences pour l'établissement de banques commerciales avec la participation de personnes physiques et morales étrangères, qui établit la procédure d'enregistrement des banques commerciales

à participation étrangère et les conditions de la participation des investisseurs étrangers aux activités des établissements bancaires ukrainiens.

Douze banques commerciales auxquelles participent des entités commerciales étrangères et de grandes banques ont été créées en Ukraine et sont en activité. Le montant total des capitaux étrangers investis dans le système bancaire ukrainien s'élève à 10,1 millions de dollars EU.

Les activités de ces banques permettent d'utiliser des technologies de pointe dans le secteur du crédit, d'effectuer des opérations en devises et de financer les programmes prioritaires de l'Etat et les projets d'investissement. En 1995, la Banque nationale d'Ukraine a reçu de nombreuses propositions émanant de grandes banques étrangères et de groupes financiers connus à l'échelle mondiale désireux d'établir des filiales communes de banques et des banques affiliées sur le territoire de l'Ukraine.

Les règles appliquées par la Banque nationale d'Ukraine en ce qui concerne la procédure d'enregistrement et les activités des banques à participation étrangère sont fondées sur les "principes applicables au contrôle des filiales de banques étrangères" élaborés en 1992 par le Comité de Bâle sur le contrôle des banques (Suisse) et posent les conditions suivantes:

- pleine transparence des activités des investisseurs étrangers, qu'il s'agisse de personnes physiques ou morales, du point de vue de la solvabilité financière et de la réputation en affaires, et prévention du blanchiment d'"argent sale" en Ukraine;
- existence d'une notification des autorités responsables de la Banque centrale du pays étranger ou d'un organe agréé par celle-ci concernant le contrôle exercé sur les activités de leurs banques commerciales - fondateurs et promoteurs de la banque ukrainienne à participation de capitaux étrangers.

La participation étrangère dans le système bancaire ukrainien ne doit pas dépasser 15 pour cent de l'ensemble du capital autorisé des banques commerciales.

En vertu de l'article 5 du Décret n° 15-93 du Cabinet des ministres en date du 19 février 1993 sur le système de réglementation et de contrôle des changes, les opérations de change simples effectuées par des résidents en Ukraine (y compris les investissements hors d'Ukraine) sont assujetties à l'obtention d'une licence délivrée par la Banque nationale d'Ukraine.

La procédure de délivrance des licences individuelles pour les investissements effectués par des résidents en Ukraine hors du pays est réglementée par la Directive n° 19019/3027 de la Banque nationale d'Ukraine en date du 24 décembre 1993 sur la procédure de délivrance de licences individuelles pour des investissements hors d'Ukraine, et par la Directive n° 19019/44 de la Banque nationale d'Ukraine en date du 5 janvier 1994 sur les conditions régissant la délivrance de licences individuelles pour des investissements hors d'Ukraine.

Pour le premier trimestre de 1995, le montant total des investissements ukrainiens à l'étranger a été de 15,1 millions de dollars EU. Parmi les institutions qui réglementent le développement des services dans ce secteur, il convient de mentionner le Cabinet des ministres, le Ministère des relations économiques extérieures et du commerce, la Banque nationale d'Ukraine, l'Office de coordination de l'assistance technique internationale.

Les services bancaires sont régis par les textes législatifs suivants:

1. Loi de l'Ukraine n° 373.XII du 20 mars 1991 sur les banques et les activités bancaires.

2. Décret n° 17-93 du Cabinet des ministres du 20 mai 1993 sur le système de réglementation et de contrôle des changes.
3. Décret n° 55-93 du Cabinet des ministres du 20 mai 1993 sur le régime des investissements étrangers.
4. Décret présidentiel n° 457/94 du 22 août 1994 sur l'amélioration de la réglementation des changes.
5. Décret présidentiel n° 502/93 du 2 novembre 1993 sur les mesures additionnelles relatives à l'amélioration de la réglementation des changes.
6. Décret n° 98-93 du Cabinet des ministres du 28 avril 1991 modifiant la Loi de l'Ukraine sur les banques et les activités bancaires.
7. Loi de l'Ukraine du 5 février 1991 modifiant de l'article 16 du Décret du Cabinet des ministres sur le système de réglementation et de contrôle des changes.
8. Décret présidentiel n° 319/94 du 15 septembre 1994 sur les mesures d'urgence concernant le rapatriement en Ukraine des devises illégalement détenues à l'étranger.

L'Ukraine participe activement aux travaux d'institutions financières internationales comme la Société financière internationale, le Fonds monétaire international, la Banque mondiale, la Banque de la mer Noire pour le développement et le commerce. Des accords interbancaires entre la Banque nationale d'Ukraine et les banques centrales des pays de l'ex-Union soviétique existent ou sont en cours d'élaboration; ils visent à réglementer les paiements entre les pays concernés. De tels accords ont été signés entre la Banque nationale d'Ukraine et les banques centrales des pays suivants: Moldova, Arménie, Kazakhstan, Kirghizistan, Lettonie, Géorgie, Lituanie, Estonie, Tadjikistan, Azerbaïdjan, Bélarus et Turkménistan. Un accord du même type avec la Fédération de Russie est en cours d'élaboration.

En vertu des accords qui ont été signés, les paiements entre les pays de l'ex-Union soviétique sont effectués en monnaie nationale, mais les dettes peuvent être remboursées dans la monnaie d'un pays tiers.

Des négociations sont en cours en vue de la signature d'accords interbancaires avec la Bulgarie, la République slovaque et la Yougoslavie. Les projets d'accord prévoient que les paiements pourront être effectués soit en devises fortes, soit en monnaie nationale.

Politique en matière d'investissements étrangers

Question 6n

L'Ukraine applique-t-elle des restrictions à la participation étrangère (niveau minimal ou maximal) lors de la création de coentreprises?

Réponse 6n

Politique en matière d'investissements étrangers

Conformément à la législation ukrainienne en vigueur, la participation étrangère dans une coentreprise nouvellement créée ne doit pas être inférieure à 10 pour cent et peut aller jusqu'à 100 pour cent.

Accords commerciaux préférentiels dans le domaine des services

Question 7n

Les accords commerciaux préférentiels que l'Ukraine a signés avec la Fédération de Russie (accord de libre-échange), le Bélarus (accord de libre-échange), la Lituanie et les pays de la CEI englobent-ils les services?

Réponse 7n

Les accords de libre-échange avec la Russie, la Lituanie et les autres pays de la CEI ne portent pas sur les services. Ils ne concernent que les marchandises.

L'accord de libre-échange avec le Bélarus n'a pas encore été ratifié par le Parlement ukrainien.

ADPIC

Question 8n

Réponse 86: Les licences obligatoires devraient-elles relever des dispositions de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC? Comment les organismes ukrainiens compétents veilleront-ils au respect de l'article 31 de l'Accord sur les ADPIC, qui ne permet pas l'application d'autres dispositions en vertu de la législation nationale? (Voir réponse 86)

Réponse 8n

La législation ukrainienne actuelle en matière de brevets est fondée sur la loi type qui a été élaborée par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle. Dans l'ensemble, elle est conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Elle comporte un article sur les traités internationaux, en vertu duquel si un traité international auquel l'Ukraine est partie contient des dispositions différentes de celles que prévoit la législation ukrainienne, ce sont les dispositions du traité international qui sont applicables (article 3).

Les possibilités de révision judiciaire en cas de révocation d'un brevet font l'objet des articles 28 et 30 de la loi: "article 28 - Invalidation d'un brevet

1. Un brevet peut être invalidé en totalité ou en partie dans les cas suivants:

l'invention (le modèle d'utilité) breveté(e) ne répond pas aux critères de brevetabilité définis par la présente loi;

les revendications contiennent des caractéristiques qui ne figuraient pas dans la demande déposée;

les obligations visées au paragraphe 2 de l'article 32 de la présente loi n'ont pas été respectées.

2. Toute personne peut, dans les six mois qui suivent la date de publication des données concernant la délivrance du brevet, former opposition à la délivrance du brevet auprès de la Commission d'appel. L'opposition est examinée par la Commission d'appel dans les six mois qui suivent la date de sa réception et elle doit être portée à la connaissance du titulaire du brevet. La Commission d'appel examine la demande dans la limite des motifs qui sont exposés. L'opposant et le titulaire du brevet peuvent prendre part à cet examen. La décision de la Commission d'appel peut faire l'objet d'un recours devant les tribunaux.

Si aucune opposition à la délivrance du brevet n'a été formée devant la Commission dans les délais prévus, le brevet ne peut être invalidé que sur décision judiciaire.

Le brevet, ou sa partie, qui a été invalidé est réputé ne pas être entré en vigueur depuis la date de publication des données concernant la délivrance du brevet."

"Article 30 - Litiges dont les tribunaux sont appelés à connaître

1. Les litiges nés de l'application de la présente loi relèvent de la compétence des tribunaux, ou des tribunaux d'arbitrage, qui statuent selon la procédure établie par la législation ukrainienne en vigueur.

2. Les tribunaux, selon leurs compétences, sont appelés à connaître des litiges concernant: la paternité de l'invention ou du modèle d'utilité; la détermination du titulaire du brevet; les atteintes portées aux droits patrimoniaux du titulaire du brevet; la conclusion et l'exécution des contrats de licence; le droit de l'utilisateur antérieur; la rémunération de l'inventeur; les paiements d'indemnités.

Les tribunaux ont à connaître aussi d'autres litiges liés à la protection de droits reconnus par la présente loi."

Question 9n

Réponse 111: Comment les schémas de configuration sont-ils protégés en attendant la mise en oeuvre d'une législation spécifique? Quand cette législation doit-elle entrer en vigueur?

Réponse 9n

La législation ukrainienne en vigueur n'accorde pas la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés. Toutefois, comme il est prévu au paragraphe 3 de l'article 65 de l'Accord sur les ADPIC, l'Ukraine, en tant que pays dont l'économie est en voie de transformation, peut bénéficier d'un délai de quatre ans pour rendre sa législation concernant la propriété intellectuelle conforme aux dispositions de l'Accord sur les ADPIC. Pendant cette période, l'Ukraine a l'intention d'élaborer et de mettre en oeuvre la Loi sur la protection des schémas de configuration (topographies) de circuits intégrés.

Question 10n

Réponse 112: La réponse 86 concerne les licences générales (obligatoires) et ne mentionne pas la protection. La réponse 90 porte sur la révocation des brevets. Prière de donner une réponse plus complète à la question 112 concernant les droits de propriété intellectuelle.

Réponse 10n

Principes directeurs

La politique du gouvernement en ce qui concerne la protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine vise à mettre en place et à améliorer le cadre législatif, réglementaire et institutionnel nécessaire à la protection juridique du droit d'auteur et des droits connexes ainsi que des droits de propriété intellectuelle, conformément aux accords internationaux en vigueur et aux lois types élaborées par l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI).

L'Ukraine a un énorme potentiel scientifique, technique et créateur. On peut en citer comme preuve qu'elle représentait en effet de 23 à 24 pour cent du nombre total de demandes de brevets d'invention déposés dans l'ex-URSS.

L'évolution de la situation en ce qui concerne la protection des droits de la propriété intellectuelle a été influencée principalement par la transformation du statut juridique international de l'Ukraine, laquelle, après avoir été la République socialiste soviétique d'Ukraine, République membre de l'ex-URSS, est devenue l'Etat ukrainien indépendant et participant direct aux relations juridiques internationales.

La mise en place et le développement d'un système de protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine constituent un aspect essentiel du processus d'édification des institutions de l'Etat qui se déroule actuellement en Ukraine.

Organes exécutifs de l'Etat chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle

Les organes exécutifs de l'Etat qui sont chargés de la protection des droits de propriété intellectuelle sont le Comité d'Etat pour les brevets, créé par le Décret n° 29 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 27 janvier 1992, et le Comité d'Etat pour le droit d'auteur et les droits connexes, dont le fonctionnement est régi par la Résolution n° 154 du Cabinet des ministres de l'Ukraine en date du 25 mars 1992.

Principaux textes législatifs concernant la protection des droits de propriété intellectuelle

La protection des droits de propriété intellectuelle en Ukraine est fondée sur les textes législatifs ci-après:

Loi de l'Ukraine n° 3687-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux inventions et aux modèles d'utilité, mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3769-XII du Parlement en date du 20 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3788-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux prototypes de production, mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3770-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3689-XII du 15 décembre 1993 sur la protection des droits relatifs aux marques de fabrique et de service, mise en vigueur le 1er juillet 1994 par la Résolution n° 3771-XII du Parlement en date du 23 décembre 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3116-XII du 21 avril 1993 sur la protection des droits relatifs aux variétés végétales, mise en vigueur le 1er novembre 1993 par la Résolution n° 3117-XII du Parlement en date du 21 avril 1993.

Loi de l'Ukraine n° 3793-XII du 23 décembre 1993 sur la protection du droit d'auteur et des droits connexes, mise en vigueur par la Résolution n° 3794-XII du Parlement en date du 23 décembre 1994.

Arrêté intérimaire relatif à la protection de la propriété industrielle et des propositions de rationalisation en Ukraine (points 54, 59, 60, 61, 62, 68 et 70), confirmé par le Décret n° 479/92 du Président de l'Ukraine en date du 18 septembre 1992.

L'on trouve des dispositions relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle dans les principaux instruments législatifs de l'Ukraine:

Code civil de la République socialiste soviétique d'Ukraine;

Code de procédure civile de l'Ukraine;

Code administratif de l'Ukraine;

Code du travail de l'Ukraine;

Code douanier de l'Ukraine;

Loi de l'Ukraine sur les biens;

Loi de la République socialiste soviétique d'Ukraine sur l'activité économique extérieure;

Loi de l'Ukraine sur les fondements de la politique de l'Etat concernant la science et les activités scientifiques et techniques;

Loi de l'Ukraine sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales;

Loi ukrainienne sur les entreprises de l'Ukraine.

Procédures civiles, pénales et administratives relatives à la
protection des droits de propriété intellectuelle

Les activités relatives à la protection des droits de propriété intellectuelle sont réglementées par les dispositions pertinentes du Code pénal de la République socialiste soviétique d'Ukraine, du Code de procédure civile de l'Ukraine, du Code administratif de l'Ukraine, de la Loi de l'Ukraine sur la limitation des monopoles et la lutte contre la concurrence déloyale dans les activités commerciales et du Code douanier de l'Ukraine.

A ce jour, il n'existe pas de juridiction spéciale pour les brevets en Ukraine. Conformément aux lois susmentionnées relatives à la protection de la propriété intellectuelle, tout différend relatif à leur application doit être réglé par la juridiction du tribunal arbitral compétent conformément aux procédures établies par la législation de l'Ukraine.